

@FranzBotschaft

Table des matières

ACTUALITE POLITIQUE ALLEMANDE	2
CLIMAT	3
LA COALITION A L'ÉPREUVE DU PRIX DU CARBONE	3
ENERGIE	3
LES MINISTRES ALLEMANDS DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ÉNERGIE ONT INAUGURÉ LA 4 ^{ÈME} ÉDITION DU DIALOGUE DE BERLIN SUR LA TRANSITION ÉNERGETIQUE	3
UNE FEUILLE DE ROUTE GLOBALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES ENR	4
L'AGENCE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE ALLEMANDE POUR LE DÉVELOPPEMENT (GIZ), AFFIRME SA PRÉSENCE SUR LE CONTINENT AFRICAÏN DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE	4
LE GROUPE NORDEX DÉVELOPPE SES ACTIVITÉS EN AFRIQUE DU SUD	4
L'AUSTRALIEN MACQUARIE PERTURBE LES NÉGOCIATIONS ENTRE E.ON ET RWE POUR LE DÉMANTELEMENT DES ACTIVITÉS D'INNOGY.....	4
TESLA REJOINT LE RÉSEAU IONITY	4
INDUSTRIE – SERVICES	5
OPPOSITION FRONTALE ENTRE PSA ET LES SYNDICATS D'OPEL	5
DAIMLER SE PRÉPARE À DE MOINS BONS RÉSULTATS.....	5
<i>Daimler et VW préparent le passage en bourse de leurs filiales poids lourds</i>	5
<i>Daimler, BMW, VW et ses filiales Audi et Porsche visés par une enquête pour ententes illégales</i>	5
RÉSULTATS MITIGÉS DE BAYER AVANT LE RACHAT PAR MONSANTO	5
LA BRANCHE PHARMA TRÈS ACTIVE EN TERMES DE M&A	5
LA MINISTRE DE LA JUSTICE POUR UNE MEILLEURE PROTECTION DES LANCEURS D'ALERTE.....	6
HAUSSES DE SALAIRE DANS LES SERVICES PUBLICS	6
ANNONCE DE LA FUSION DES SERVICES DE MOBILITÉ DE BMW ET DAIMLER.....	6
TRANSPORTS ET INFRASTRUCTURES	6
ELECTROMOBILITÉ.....	6
<i>Le ministre allemand des transports libère les poids-lourds électriques de péage.....</i>	6
<i>Premiers caténaires pour les poids lourds entre Darmstadt et Francfort.....</i>	6
<i>La prime à l'achat des véhicules électriques et hybride ne fonctionne pas</i>	6
<i>Le Conseil des sages allemand recommande une politique des transports plus volontariste</i>	6
<i>Le ministre allemand de l'économie et de l'énergie veut soutenir la production de batteries</i>	7
<i>L'entreprise française Heuliez Bus (filiale d'Iveco) profite de l'absence d'offre allemande</i>	7
AUTOMOBILE	7
<i>L'industrie automobile allemande première perdante d'une guerre commerciale USA-Chine</i>	7
<i>Les ventes de véhicules diesel nettement en baisse au premier trimestre 2018</i>	7
<i>Changement de PDG chez VW.....</i>	7
<i>L'agence fédérale des véhicules automobiles rappelle 11.000 BMW.....</i>	7
<i>Bosch annonce pouvoir réduire drastiquement les émissions des véhicules diesel</i>	7
AVIATION	8
<i>Le Sénat de Berlin refuse de prolonger l'exploitation de l'aéroport Tegel.....</i>	8
<i>Investissement de 50 M€ dans l'aéroport de Schönefeld</i>	8
<i>Projet de développement du fret aérien à Leipzig.....</i>	8
FERROVIAIRE.....	8

<i>La DB annonce des investissements records.....</i>	<i>8</i>
<i>Grand succès pour la nouvelle ligne Munich-Berlin.....</i>	<i>8</i>
<i>Flixbus fait son entrée sur les rails.....</i>	<i>8</i>
MARITIME.....	9
<i>La branche des croisières est en croissance.....</i>	<i>9</i>
INFRASTRUCTURE ET LOGISTIQUE	9
<i>La proposition de loi d'accélération de la planification attendue pour septembre 2018</i>	<i>9</i>
<i>Les logisticiens allemands augmentent leur chiffre d'affaire en 2017</i>	<i>9</i>
ENVIRONNEMENT	9
PROJET DE BUDGET FEDERAL	9
IMMOBILIER	9
<i>La taxe foncière allemande jugée contraire à la constitution</i>	<i>9</i>
<i>Fédération allemande de l'immobilier : les logements en Allemagne restent très abordables.....</i>	<i>10</i>
<i>Excellents résultats de la filière BTP en 2017 et construction mécanique en 2016</i>	<i>10</i>
NUMERIQUE / START-UPS	10
LES ENTREPRISES ALLEMANDES CONTRE LA TAXE DIGITALE PROPOSEE PAR LA COMMISSION EUROPEENNE	10
VODAFONE SE RENFORCE EN ALLEMAGNE	10

Actualité politique allemande

Lors de la constitution du nouveau gouvernement fédéral, les ministres et les secrétaires d'Etat parlementaires avaient été nommés.

Depuis, plusieurs secrétaires d'Etat qualifiés de « fonctionnaires », plus proches dans leur rôle des secrétaires d'Etat français, ont été également nommés ou confirmés dans leurs fonctions, à savoir :

Ministère de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire :

- Jochen Flasbarth (déjà en poste sous le précédent gouvernement).

Ministère des transports et des infrastructures numériques :

- Gerhard Schulz ;
- Guido Beermann.

Ministère de l'économie et de l'énergie

- Le remplaçant de Rainer Baake n'a toujours pas été désigné, ce dont se sont étonnés plusieurs médias ou responsables politiques ;
- Claudia Dörr-Voss, anciennement directrice Europe au sein du Ministère a été nommée secrétaire d'Etat sur les sujets relatifs à l'Europe et à la gestion du ministère ;
- Ulrich Nussbaum, non affilié à un parti politique, ancien ministre en charge des finances de la ville-Etat de Berlin et ancien président du forum allemand des transports, sur le commerce extérieur et l'industrie.

Par ailleurs, le contrat de coalition prévoit la constitution d'une commission « charbon » qui doit formuler des propositions d'ici la fin de l'année. Après un début de polémique entre Peter Altmaier, ministre fédéral de l'Economie et de l'Energie et Svenja Schulze, ministre fédérale de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sûreté nucléaire sur le leadership de cette commission, le gouvernement a décidé de partager la compétence de cette commission entre quatre ministères (les deux cités + l'intérieur, *heimat* et construction et travail).

Climat

La coalition à l'épreuve du prix du carbone

Fin avril, le SPD a appelé à un débat sur une taxe carbone. L'Union (CDU/SPD) de son côté semble catégoriquement rejeter cette option.

Le débat au sein de la coalition, initié par Svenja Schulze ministre SPD de l'Environnement laquelle s'est exprimée en faveur d'un signal de prix du CO₂ pour tous les secteurs - notamment pour celui des transports qui n'a pas contribué à la protection du climat depuis 1990 en raison de l'augmentation du transport routier – bouleverse le fragile équilibre de la grande coalition. Svenja Schulze a reçu un soutien des Verts, mais également du FDP. M. Altmaier, jusqu'à présent, rejette toute idée de taxe carbone supplémentaire.

Les arguments des opposants à la mise en œuvre d'un prix plancher du CO₂ pour la production électrique demeurent toujours les mêmes : impact sur la compétitivité des entreprises, refus d'augmenter la fiscalité qui pèse sur les consommateurs.

Energie

Les ministres allemands des Affaires étrangères et de l'Economie et de l'Energie ont inauguré la 4^{ème} édition du Dialogue de Berlin sur la transition énergétique

Le 7 avril dernier, le ministre allemand des Affaires étrangères, Heiko Maas et son homologue pour l'Economie et l'Energie, Peter Altmaier, ont inauguré le 4^{ème} dialogue de Berlin sur la transition énergétique (BETD 2018) en présence de près de 50 ministres et secrétaires d'Etat et de délégations venues d'une quarantaine de pays.

A cette occasion, Heiko Maas a réitéré l'ambition allemande de réaliser les objectifs de développement durable adoptés par l'ONU à l'horizon 2030, ainsi que ceux décidés lors de l'Accord de Paris sur le climat.

Pour Peter Altmaier, cette 4^{ème} édition du BETD prouve que la transition énergétique est devenue un phénomène global. Le ministre de l'Economie et de l'Energie a notamment indiqué vouloir développer des partenariats internationaux afin de faire émerger des modèles d'affaires innovants destinés à accélérer le phénomène mondial de transition énergétique, pour le rendre plus attractif sur les plans économiques et sociaux. Par ailleurs, concernant l'introduction d'un prix plancher du CO₂, Peter Altmaier, n'a donné aucune indication et n'a pas mentionné d'éventuelle collaboration avec Paris sur le sujet malgré les appels répétés de la France dans ce sens.

Enfin, abordant la délicate question du charbon lors du BETD, le ministre de l'Économie et de l'Énergie a rappelé que la Commission en charge d'étudier les modalités de fermeture des centrales concernées, débiterait ses travaux à l'été et rendrait ses conclusions et recommandations en fin d'année, afin qu'une loi sur la sortie du charbon soit adoptée en 2019. Selon le ministre allemand de l'énergie, la sortie du charbon doit être pour moitié réalisée en 2030 (sans que l'on sache s'il s'agit de production ou de capacité de production).

De son côté, le commissaire européen à l'Energie, Maros Sefcovic, a souligné que « *la transition énergétique n'était désormais plus un concept purement allemand. L'Allemagne est certes pionnière, mais le concept est désormais mondial* ». Il a ensuite rappelé le rôle fondamental de l'Union européenne en matière de promotion des énergies renouvelables (ENR).

Une feuille de route globale pour le développement des ENR

À l'occasion du « BETD 2018 », l'Agence internationale des Energies renouvelables (IRENA) a rendu public sa feuille de route à l'horizon 2050. L'IRENA estime que les engagements nationaux de réduction des émissions de gaz à effet de serre pris dans le cadre de l'Accord de Paris, pourraient améliorer de 1% la croissance économique mondiale et faire chuter de 15% les impacts du changement climatique. Les énergies vertes et l'efficacité énergétique permettraient l'économie de 11 Mds€ dépensés dans les infrastructures liées aux énergies fossiles et favoriserait la création de plus de 40 M d'emplois, compensant ainsi ceux perdus dans l'industrie des combustibles fossiles. Néanmoins, en dépit de ces progrès, l'IRENA conclut que les plans gouvernementaux actuels de réduction des émissions de CO₂ sont insuffisants pour répondre aux objectifs de l'Accord de Paris.

L'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ), affirme sa présence sur le continent africain dans le secteur de l'énergie

La GIZ a lancé à Lomé (Togo) le projet « *ProEnergie* » d'électrification rurale et de promotion des énergies renouvelables. Le financement allemand, d'un montant de 4 M€ provient du ministère allemand de la coopération économique et du développement et de la banque allemande de développement (KfW). Ce projet au Togo vise à apporter de l'énergie électrique aux populations rurales. L'initiative ProEnergie viendra en appui aux efforts menés par l'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables (AT2ER).

Le groupe Nordex développe ses activités en Afrique du sud

Le groupe Nordex serait sur le point de signer un accord d'achat d'électricité par l'entreprise sud-africaine de production et de distribution d'électricité Eskom (parc éolien sud-africain "Roggeveld"). Eskom est la première compagnie de production et de distribution d'électricité en Afrique du Sud et fait partie des dix premières dans le monde. Le contrat entre Nordex et Eskom comprend la livraison de 47 turbines AW125/3150 et AW125/3000 d'une capacité combinée d'environ 147 MW ainsi que qu'un service d'assistance pendant 15 ans.

Pour rappel, en juin 2017, Nordex avait remporté un contrat en France lui permettant d'installer l'éolienne la plus haute de France, son modèle N131/3000 d'une hauteur de 131m.

L'Australien Macquarie perturbe les négociations entre E.ON et RWE pour le démantèlement des activités d'Innogy

E.ON doit faire face à un imprévu dans son projet d'acquisition d'Innogy, alors que l'investisseur australien Macquarie manifeste son intention de racheter à Innogy ses activités en République tchèque.

Cette nouvelle intervient environ un mois après que RWE, qui détient 76,8% du capital d'Innogy, ait dévoilé ses projets de scission et de partage de ses actifs avec E.ON, engageant l'une des plus importantes restructurations du secteur de l'énergie en Allemagne. De cette opération de démembrement, E.ON souhaite conserver les réseaux et les ventes des divisions d'Innogy. Les activités d'énergies renouvelables, devant être reprises par la société mère RWE, qui vise à devenir l'un des plus puissants producteurs d'énergie en Europe. Le projet est actuellement audité par l'Autorité fédérale de supervision financière (BaFin) et les résultats seront rendus publics d'ici quelques semaines.

Tesla rejoint le réseau Ionity

Détrônés par Ionity, les bornes de recharge de 135 kW de Tesla n'ont plus le monopole de la charge rapide en Europe. Lancé fin 2017 par Volkswagen, Audi, BMW, Mercedes, Ford et Porsche, Ionity propose des bornes de 350 kW. Tesla devrait finalement rejoindre Ionity, alors que d'autres groupes automobiles seraient également en négociations pour s'associer au réseau de recharge ultra-rapide européen, notamment, Fiat-Chrysler, PSA (Peugeot-Citroën-Opel), Jaguar-Land Rover. Si ces constructeurs ne se sont toutefois pas encore accordés pour équiper leurs modèles

électriques d'un connecteur de recharge commun, cette union pourrait permettre de converger, à terme, vers la consécration du standard européen « *Combo CCS* » comme standard universel.

Industrie – services

Opposition frontale entre PSA et les syndicats d'Opel

Selon Reuters, le comité d'entreprise d'Opel aurait bloqué un plan de départs volontaires en cours au sein du constructeur déficitaire car les objectifs de réduction des effectifs auraient déjà été atteints. Après le rachat d'Opel par PSA, le groupe avait annoncé vouloir supprimer 3.700 postes (sur les 19.000 qu'Opel propose en Allemagne) afin de renouer avec la compétitivité. Les salariés d'Opel avaient par ailleurs rejeté une demande du groupe de renoncer aux 4,3% d'augmentation négociés par les partenaires sociaux de branche IG Metall (syndicat) et Gesamtmetall (patronat).

Les négociations sont donc tendues entre le patronat du groupe Opel-PSA et les syndicats, la chancellerie s'étant exprimée sur le sujet, demandant le respect des engagements pris par PSA lors du rachat d'Opel concernant l'emploi en Allemagne.

Daimler se prépare à de moins bons résultats

Avec un chiffre d'affaires de 164 Mds€ en 2017, les résultats du groupe sont excellents. Le PDG Dieter Zetsche prépare toutefois ses actionnaires à une baisse de la profitabilité du groupe dans les années à venir, en raison d'investissements majeurs dans l'électromobilité. Le groupe entend proposer une version électrique de tous ses modèles d'ici à 2022.

Daimler et VW préparent le passage en bourse de leurs filiales poids lourds

Volkswagen Truck & Bus (qui possède MAN, Scania et une filiale poids-lourd au Brésil) prépare un éventuel passage en bourse l'an prochain, qui lui permettrait au groupe utilitaire de s'autofinancer et de gagner des parts de marché. En réaction, Daimler Trucks envisage également un passage en bourse partiel après son assemblée générale en 2019.

Daimler, BMW, VW et ses filiales Audi et Porsche visés par une enquête pour ententes illégales

La commission européenne a lancé une enquête pour déterminer si les constructeurs se sont illégalement entendus au cours des dix dernières années, notamment sur l'additif Adblue utilisé dans le cadre de la technologie diesel pour réduire les émissions de particules fines.

Résultats mitigés de Bayer avant le rachat par Monsanto

Bayer a présenté ses résultats pour le premier trimestre 2018 jugés relativement décevants par les analystes financiers. Le chiffre d'affaires diminue de 5,6% pour s'établir à 9,1 Mds€, et la marge opérationnelle chute de 5,2%. Les principales de ce raison de cette mauvaise performance sont la faiblesse du dollar et les effets de change. Le groupe doit absorber Monsanto d'ici juin, mais aucune nouveauté n'a encore filtré sur le processus de contrôle des concentrations, ou sur le montage financier que souhaite mettre en place Bayer pour financer cette acquisition.

La branche pharma très active en termes de M&A

Les domaines de la chimie et de la pharma devraient continuer d'être particulièrement actifs sur les transactions au niveau mondial. Le *Handelsblatt* distingue cependant une tendance intéressante dans laquelle les entreprises allemandes de pharma tendent à rester éloignées des hauts de classement mondiaux sur des domaines spécifiques, mais préfèrent se diversifier largement pour réduire leur risque. Ces dernières (principalement Bayer, l'entreprise familiale Boehringer Ingelheim et Merck) continuent toutefois de jouer un rôle important dans les rachats et cessions d'activités.

La Ministre de la Justice pour une meilleure protection des lanceurs d’alerte

La Ministre de la Justice allemande, Katharina Barley, s’est prononcée ce mois pour une meilleure protection des lanceurs d’alerte. Elle souhaite présenter de nouvelles propositions, au niveau européen, pour permettre de limiter les conséquences possibles pour les lanceurs d’alerte de la divulgation de secrets professionnels, si la divulgation est motivée par la dénonciation de dégâts au bien public, tels que la corruption. Cette prise de parole intervenait alors que l’Allemagne transpose actuellement la directive européenne pour une meilleure protection du secret des affaires.

Hausses de salaire dans les services publics

La négociation des augmentations salariales dans le secteur public ont été conclues mi-avril, avec une augmentation de 3,19% en 2018 et 3,09% pour 2020. Les négociations, principalement portées par le syndicat Ver.di, en charge du secteur des services, ont permis de mettre un terme aux manifestations et grèves ponctuelles dans le secteur public.

Annnonce de la fusion des services de mobilité de BMW et Daimler

BMW et Daimler mettent de côté leurs différences dans le secteur des services de mobilité en annonçant la fusion des services Car2Go (Daimler) et DriveNow (BMW) pour former le numéro un mondial du secteur, avec 3 millions d’utilisateurs. La fusion est soumise à l’approbation de la Commission Européenne. Les deux constructeurs détiendront 50% de la nouvelle *joint-venture*, qui offrira des services d’auto-partage, de transport à la demande, de parking et de recharge de véhicules électriques. Les principales raisons annoncées par les constructeurs sont : i) le souhait de rendre l’activité rentable ii) la volonté de ne pas laisser aux géants du numérique la main sur les services de mobilité de demain, qui impacteront probablement fortement les constructeurs.

BMW et Daimler restent naturellement compétiteurs sur le reste de leurs activités, mais leur fusion devrait renforcer la difficulté pour les entreprises non allemandes de percer sur le marché allemand dans le domaine de l’automobile.

Transports et infrastructures

Electromobilité

Le ministre allemand des transports libère les poids-lourds électriques de péage

Une telle mesure permettrait aux entreprises de fret routier d’économiser plusieurs milliers d’euros par véhicule chaque année et inciterait donc à investir dans cette technologie qui peine à décoller dans le pays. La Deutsche Bahn s’est indignée de cette annonce qu’elle considère comme une atteinte à la concurrence, alors que la baisse de moitié du prix du sillon a encore été reportée à 2019 par le gouvernement. Celle-ci subit également une forte concurrence dans le domaine du transport de passagers, les lignes d’autocars n’étant pas non-plus assujetties au péage. Pour rappel, les péages sur les poids lourds rapportent 4,5 Mds€ par an à l’Etat. Ces bénéfices devraient augmenter d’environ 2 Mds€ avec l’inclusion en juillet des routes nationales dans le dispositif.

Premiers caténaires pour les poids lourds entre Darmstadt et Francfort

Les premiers caténaires (sur 230) ont été posés sur la future « E-Highway » entre Darmstadt et Francfort. Dès 2019, l’autoroute pourra ainsi accueillir les poids-lourds électriques équipés de cette technologie. Les 15 M€ nécessaires pour réaliser ce projet sont pris en charge par le ministère fédéral de l’environnement.

La prime à l’achat des véhicules électriques et hybride ne fonctionne pas

La prime à l’achat d’une voiture électrique (4000 euros) ou d’une voiture hybride (3000 euros) n’est pas très utilisée en Allemagne. Disponible depuis juillet 2016, seules 33.300 demandes pour des véhicules électriques et 24.200 demandes pour des véhicules hybrides plug-in sont parvenues à l’administration allemande.

Le Conseil des sages allemand recommande une politique des transports plus volontariste

Afin d’atteindre les objectifs allemands en matière de réduction des émissions et en opposition avec la politique de neutralité technologique du gouvernement, le Conseil des sages pour l’environnement recommande au gouvernement

dans son rapport de fixer un objectif de 25% de voitures électriques d'ici 2025, de supprimer l'avantage fiscal du diesel et de soutenir la mise en place de limites plus ambitieuses au niveau européen.

[Le ministre allemand de l'économie et de l'énergie veut soutenir la production de batteries](#)

Peter Altmaier, ministre allemand de l'économie et de l'énergie, a proposé des mesures pour soutenir l'électromobilité en Allemagne. S'attaquant à la philosophie de la « neutralité technologique » vigoureusement défendue par les constructeurs allemands, le ministre a jugé que celle-ci ne pouvait pas justifier l'inaction totale. Au vu de la faible utilisation de la prime à l'achat et des réticences des constructeurs à s'engager dans la production de batteries, le ministre propose donc de libérer les futures industries productrices de batteries de la principale taxe sur l'électricité (*EEG-Umlage*). Il reprend ainsi une déclaration du Ministre-Président de Basse-Saxe Stephan Weil (SPD), qui avait invité début avril à mettre en œuvre une telle mesure de soutien. Pour mémoire, le gouvernement vise toujours un parc d'un million de voitures électriques d'ici 2020, contre 100.000 à l'heure actuelle.

[L'entreprise française Heuliez Bus \(filiale d'Iveco\) profite de l'absence d'offre allemande](#)

Alors que Daimler travaille encore au développement de son bus électrique Mercedes-Benz Citaro, le constructeur français Heuliez Bus équipe déjà des sociétés de transports norvégiennes, italiennes et désormais allemandes de son modèle GX 337 (construit à Nantes), qui se recharge à chaque arrêt grâce à un pantographe rétractable.

Automobile

[L'industrie automobile allemande première perdante d'une guerre commerciale USA-Chine](#)

Selon une étude de Investmentgesellschaft Alliance Bernstein, une guerre commerciale entre les Etats-Unis et la Chine affecterait plus l'industrie automobile allemande qu'étatsunienne, et notamment BMW et Daimler. En effet, les deux constructeurs allemands produisent aux Etats-Unis et exportent en Chine, à hauteur d'environ 280.000 véhicules en 2017. La Chine prélève déjà une taxe de 25% sur ces exportations, mais menace de l'élever à 50% en guise de mesure de rétorsion aux taxes récemment introduites par Donald Trump sur l'acier et l'aluminium.

[Les ventes de véhicules diesel nettement en baisse au premier trimestre 2018](#)

283.800 véhicules diesel ont été vendus en Allemagne entre janvier et mars 2018, ce qui représente une chute de 21% par rapport au trimestre précédent. En parallèle, le nombre d'immatriculations a augmenté de 4% sur la même période pour atteindre 879.000 véhicules.

[Changement de PDG chez VW](#)

Matthias Müller, PDG de VW depuis septembre 2015, a été remplacé par le directeur de la marque VW, Herbert Diess. Ce remplacement brutal, critiqué par plusieurs membres du Conseil d'administration comme un signe d'un retour aux tendances autoritaires dans le management du groupe, s'accompagne d'une nouvelle répartition des responsabilités au sein du conseil d'administration. Matthias Müller avait remplacé Martin Winterkorn après l'annonce de manipulations des systèmes de contrôles des émissions de NO_x ayant mené au scandale allemand sur le diesel. Il était chargé de modifier profondément la culture d'entreprise mais était lui-même soupçonné d'avoir participé à ces manipulations.

[L'agence fédérale des véhicules automobiles rappelle 11.000 BMW](#)

BMW avait annoncé en février 2018 que certains véhicules diesel de type euro 5 et Euro 6 avaient involontairement été équipés du mauvais logiciel de contrôle des émissions, initialement prévus pour des SUV. Le parquet judiciaire de Munich a par ailleurs lancé une enquête à ce sujet et un cabinet d'avocats étatsunien tente désormais un recours collectif en justice.

[Bosch annonce pouvoir réduire drastiquement les émissions des véhicules diesel](#)

Bosch, en sa qualité d'équipementier automobile particulièrement investi dans la technologie diesel, a annoncé pouvoir réduire les émissions de NO_x des véhicules diesel à 13 milligrammes par kilomètre (le standard en vigueur des 2020 sera de 120mg/km) grâce à l'action combinée d'une meilleure injection et circulation d'air, du contrôle de la température du moteur ainsi que de l'intelligence artificielle. Avec 5,3 Md€ de bénéfices avant impôts, l'entreprise

Bosch se porte excellemment bien. Ceux-ci reposent en partie sur la technologie diesel, dont elle est un des leaders en Europe.

Aviation

Le Senat de Berlin refuse de prolonger l'exploitation de l'aéroport Tegel

Malgré les résultats de la consultation locale (56,4% des votants contre la fermeture de l'aéroport), le Senat du Land de Berlin a transmis une recommandation en ce sens. Une étude d'impact globale aurait démontré que les conditions financières, juridiques et techniques n'étaient pas réunies pour permettre la poursuite de l'exploitation. Pour mémoire, l'aéroport est situé proche du centre-ville et contribue à maintenir les loyers comparativement bas dans le quartier de Tegel.

Investissement de 50 M€ dans l'aéroport de Schönefeld

Alors que le chantier de l'aéroport BER est confronté à de nombreuses prolongations consécutives, 50 M€ seront investis par la société aéroportuaire Berlin-Brandebourg pour rendre l'aéroport de Schönefeld plus attractif. Le chef de la société, Lüdtcke Daldrup, table sur une exploitation prolongée durant encore 8 ans. Les aéroports de Tegel et de Schönefeld devaient initialement fermer lors de la mise en service de BER en 2012.

Projet de développement du fret aérien à Leipzig

Leipzig est actuellement le second plus grand aéroport de fret de la république fédérale. Les 1,1M de tonnes traitées en 2017 représentent toutefois une exploitation moitié moins importante que celle de Francfort. Le contrat de coalition prévoit d'en faire une plaque tournante. A cet effet, les accords internationaux sur le transport aérien devraient plus systématiquement mentionner Leipzig et les délais de réponse pour les convois exceptionnels devraient être raccourcis.

Ferroviaire

La DB annonce des investissements records

Le PDG de la *Deutsche Bahn* Richard Lutz fait écho à l'objectif du contrat de coalition de doubler le nombre de passagers transportés par voie ferroviaire d'ici à 2030. Un plan sera présenté à l'été 2018 avec pour objectif de reprendre des parts de marché au trafic aérien et routier. Lutz prévoit des investissements massifs dans les grandes lignes ICE ainsi que dans des trains plus longs, pouvant accueillir jusqu'à 900 passagers. Il rappelle toutefois que les investissements dans l'infrastructure, et notamment la digitalisation de celle-ci, sont du ressort de l'Etat fédéral.

Grand succès pour la nouvelle ligne Munich-Berlin

La Deutsch Bahn a transporté 1,2 millions de passagers en l'espace de 100 jours, soit plus du double que l'an passé à la même période. Les trains rapides sont remplis à 70% de leur capacité en moyenne et la ligne tous trains confondus à 55%.

Flixbus fait son entrée sur les rails

La célèbre compagnie d'autocars allemande vient de lancer sa première liaison ferroviaire entre Berlin et Stuttgart, sous la dénomination « Flixtrain ». Le prix des billets variera entre 10 et 100 euros, contre 20 à 255 côté *Deutsche Bahn*. Flixbus bénéficie d'une grande notoriété en Allemagne, qui devrait lui permettre de rentabiliser sa ligne dans des délais plutôt brefs. La presse allemande ne considère toutefois pas que Flixtrain amorce ainsi la libéralisation à grande échelle des lignes ferroviaires grandes distances, en raison de la concurrence toujours trop rude de l'avion et du transport routier dans ce domaine.

Maritime

La branche des croisières est en croissance

Avec 2 millions de passagers transportés en 2016, le secteur allemand des croisières est en croissance et suit ainsi la tendance mondiale. L'Allemagne est toutefois 3^e au palmarès du nombre de voyageurs, derrière la Chine (2,1M) et les États-Unis (11,5M).

Infrastructure et logistique

La proposition de loi d'accélération de la planification attendue pour septembre 2018

Le ministre des Transports Andreas Scheuer a annoncé à la commission des transports au Bundestag que la loi d'accélération de la planification prévue dans le contrat de coalition serait présentée en Conseil des Ministres en septembre de cette année. Celle-ci devrait notamment permettre d'éviter la duplication de certaines vérifications, de supprimer certaines étapes, de simplifier et de standardiser les procédures et de les rendre plus transparentes.

Les logisticiens allemands augmentent leur chiffre d'affaire en 2017

Malgré les investissements conséquents auxquels la plupart d'entre eux ont dû consentir dans les nouvelles technologies et en particulier le numérique, les logisticiens allemands enregistrent une croissance cumulée de leurs chiffres d'affaires de 1,6% en 2017 pour atteindre 102,2 Mrd€. DSV passe notamment de 5,13 Mds€ à 6,51 Mds€, DHL de 26,86 Mds€ à 27,65 Mds€ et DB Schenker logistics de 15,06 à 16,35 Mds€. Dachser dépasse quant à lui pour la première fois le seuil de 6 Mds€ de chiffre d'affaires.

Environnement

Projet de budget fédéral

Le projet de budget fédéral approuvé en conseil des ministres mais devant encore passer devant le parlement prévoit d'allouer les sommes suivantes aux différents programmes pilotés par le ministère de l'environnement, de la protection de la nature et de la sûreté nucléaire :

- Protection de l'environnement : 152 M€
- Lutte contre le réchauffement climatique : 528 M€
- Initiative internationale de lutte contre le réchauffement climatique : 473 M€
- Stockage des déchets nucléaires (y/c la recherche de sites) : 731 M€
- Protection de la nature : 76 M€
- Sûreté nucléaire et protection contre les radiations : 69 M€

Le budget présenté apparaît optiquement en baisse par rapport au budget 2017 (- 3,7 Mds€), la compétence construction/logement ayant été rattachée au ministère de l'Intérieur. Le domaine « environnement » proprement dit bénéficie en fait d'une augmentation de 371 M€ de son budget.

Immobilier

La taxe foncière allemande jugée contraire à la constitution

La cour constitutionnelle de Karlsruhe a jugé que la taxe foncière allemande était contraire à la constitution. Les valeurs de base par terrain sur la base desquelles l'impôt est calculé ne correspondraient plus du tout à la réalité. Celles-ci datent de 1964 dans les *Länder* de l'ouest et de 1935 dans les *Länder* de l'est (ancienne RDA). Ces valeurs arbitraires engendreraient une inégalité de traitement. Le législateur a donc jusqu'à fin 2019 pour réformer la méthode de calcul de l'impôt foncier et les centres des impôts auront jusqu'à 2025 pour l'appliquer. Trois nouvelles méthodes de calcul font déjà l'objet de discussions, fondées respectivement sur la superficie, la valeur du terrain ou encore une combinaison entre la valeur du terrain et du bâtiment. A titre d'exemple, un peu moins de 14 Mds€ ont été prélevés en 2016, représentant environ 10% des recettes fiscales des communes.

Fédération allemande de l'immobilier : les logements en Allemagne restent très abordables

La fédération allemande de l'immobilier (*Immobilienverband Deutschland – IVD*) réalise depuis 2000 un index relatif à l'accessibilité des logements en Allemagne. Celui-ci a atteint cette année sa valeur maximale en raison d'une relation particulièrement favorable entre augmentation des salaires et baisse des taux pour les prêts immobiliers. Cette tendance permettrait de compenser l'augmentation des prix de l'immobilier, voire même de rendre l'achat d'un bien immobilier plus favorable actuellement que par le passé. Selon l'étude, cette tendance ne devrait toutefois pas se poursuivre.

Excellents résultats de la filière BTP en 2017 et construction mécanique en 2016

En 2017, la filière BTP a créé 300.000 emplois en Allemagne. Le chiffre d'affaire a augmenté de 6%. Les indicateurs restent largement au vert au premier trimestre 2018, le chiffre d'affaire des filières logement, travaux publics et construction industrielle sont en augmentation constante. La filière des machines, fleuron de l'industrie allemande, faisait quant à elle un chiffre d'affaires de 262 Mds€, se positionnant ainsi en troisième marché mondial derrière les Etats-Unis et la Chine.

Numérique / start-ups

Les entreprises allemandes contre la taxe digitale proposée par la Commission européenne

Les entreprises allemandes, par l'intermédiaire des représentants que peuvent être le DIHK (fédération des chambres de commerce) ou du BDI (confédération des entreprises de l'industrie), ont fait savoir leur opposition ferme à la mise en place d'un impôt ayant pour base le chiffre d'affaires dans le secteur du numérique. Elles mettent en avant : i) la volonté de ne pas freiner ou distordre artificiellement le secteur du digital en Europe, et ce alors que le secteur fera émerger les champions de demain ii) une telle mesure jugée unilatérale, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis, est jugée ni nécessaire (la question doit se porter sur l'optimisation fiscale de façon générale) ni souhaitable (les intérêts commerciaux allemands aux Etats-Unis pourraient être pénalisés par des représailles commerciales américaines). L'introduction d'une fiscalité plus juste figure dans le contrat de coalition allemand, et le gouvernement s'est déjà prononcé pour une taxation plus juste des entreprises du numérique, mais pourrait chercher à chercher un compromis plus large au niveau international, plutôt qu'une taxe européenne.

Vodafone se renforce en Allemagne

Vodafone a annoncé l'acquisition d'actifs du groupe américain Liberty Global en Europe, dont le deuxième câblo-opérateur allemand Unitymedia, qui connecte 13 millions de foyer au câble, au satellite ou à Internet. L'opération doit encore être validée par les autorités européennes en charge du contrôle des concentrations. L'acquisition du câblo-opérateur allemand permettra à Vodafone, de renforcer sa présence en Allemagne par des offres haut-débit fixe + mobile + TV sur tout le territoire allemand, alors que l'opérateur n'était jusqu'à présent pas actif en Rhénanie du Nord Westphalie, en Hesse et en Baden-Württemberg. La part de marché de Vodafone avant l'acquisition est de 33,9% sur le mobile, et de 20,6% sur le fixe.